



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

JEUDI 19 OCTOBRE 2017

GRÈVES et RASSEMBLEMENTS

BOURGES : 10 h 30 – Place Séraucourt
VIERZON : 10 h 30 – Forum République
ST-AMAND : à BOURGES – 10 h 30 Place Séraucourt
ST-FLORENT : 10 h 30 – Place de la République
LA GUERCHE : à BOURGES – 10 h 30 Place Séraucourt

LE GOUVERNEMENT MACRON/GATTAZ

C'est quoi ?

La fin du Code du Travail, des conventions collectives.

C'est le pouvoir du patronat de décider seul des modifications sur le temps de travail et les salaires.

**NON À LA CASSE
DU CODE
DU TRAVAIL !**

C'est quoi ?

C'est la mort de l'hôpital public et des hôpitaux de proximité pour faire la part belle aux cliniques privées.

LA RÉFORME DE L'HÔPITAL PUBLIC
EST-ELLE DANGÉREUSE ?



La preuve

Chez Michelin à Bourges :

4 jours de congés en moins jusqu'à la fin de l'année mis sur un compte épargne temps ou en heures supplémentaires payées en janvier.

C'est le jour de la Toussaint et le 11 novembre travaillés obligatoirement.

Chez Esterline (Auxitrol) :

C'est la fin de la reconnaissance de la qualification individuelle et la mise en place de la qualification au poste donc la polyvalence, la flexibilité afin de baisser les salaires.

À la CAF du Cher :

La direction a pris la décision d'appliquer les ordonnances.

La preuve

Le projet de loi de finance de la Sécurité Sociale prévoit que les hôpitaux fassent encore plus d'économies, comme si l'accès aux soins, la maladie étaient une affaire comptable.

Dans le département, nous connaissons déjà les méfaits des économies et de la mise en place du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) : fermeture de 77 lits en gériatrie, médecine interne, orthopédie, gynécologie, pneumologie, SSR, etc.... La direction ne veut plus de spécialités. Une diminution des personnels et des réorganisations entraînent des conditions de travail exécrationnelles pour l'ensemble des agents hospitaliers.

Ce qui se passe à l'hôpital de Vierzon, avec les menaces sur la maternité et sur le bloc opératoire ne préfigure rien de bon pour l'avenir.

Le GHT a pour but de centraliser sur l'hôpital Jacques Cœur, l'ensemble des activités et de valoriser les cliniques privées qui elles ont les financements publics pour pouvoir travailler, au détriment de l'hôpital public.

C'est quoi ?

La fin de la Sécurité Sociale mise en place en 1945 et qui a fait ses preuves. C'est la fin de la cotisation sociale qui finance par le travail, par le salaire socialisé, l'ensemble des prestations d'assurance maladie, de chômage, de retraites et des politiques familiales. C'est ce qu'ils appellent "le coût du travail".



C'est quoi ?

La baisse des allocations chômage, des retraites et pensions.



C'est quoi ?

La baisse des aides personnalisées au logement.

C'est quoi ?

La fin du statut des fonctionnaires et des régimes particuliers dits "régimes spéciaux" par les détracteurs.



La preuve

Ils veulent supprimer les cotisations chômage, d'assurance maladie et augmenter le taux de CSG. Le prétexte d'une augmentation est une escroquerie intellectuelle puisque le taux de CSG est appelé à encore augmenter. N'oublions pas que la CSG est un impôt et que cet impôt peut très bien financer autre chose que le social si le gouvernement en décidait autrement.

En faisant ça, ils ouvrent la porte encore plus grande au privé assurantiel. Cela nous coûte déjà suffisamment cher en complémentaire.

La preuve

Le fait de vouloir ouvrir les allocations à des bénéficiaires qui ne cotisent pas ou peu, sans augmentation du financement, va faire baisser le montant des prestations. C'est une dynamique qui est déjà enclenchée et qui risque de s'aggraver. De plus le patronat ne veut plus assumer son rôle pour les travailleurs qui n'ont plus ou pas de travail de part sa responsabilité.

Sur les retraites, sur le fond, le patronat ne veut plus de cotisation pour payer les retraites. Le gouvernement veut mettre en place les conditions pour que les retraites par répartition soient remplacées par des retraites gérées par les assurances et les banques, par des fonds de pensions, par capitalisation.

La preuve

Baisse de 5 € pour aller à 60 €. Ceux qui touchent ces aides sont celles et ceux qui en ont besoin pour pouvoir essayer de vivre. Cette baisse va encore plus précariser les plus fragiles d'entre nous.

Mais c'est pour diviser les salariés, la population entre ceux qui ont besoin et les autres salariés, retraités ou chômeurs.

La preuve

Le gouvernement et le patronat, sous le couvert fallacieux de réductions des déficits publics, veulent mettre fin aux spécificités de certaines professions qui exercent une mission de service public.

En faisant ça, ils veulent réduire les quelques droits qu'il reste pour que tous les salariés soient au ras des pâquerettes sociales, ils veulent que l'ensemble des travailleurs n'ait plus aucun droit mais des devoirs. Nous ne devons pas accepter ça et revendiquer que toutes et tous ayons un maximum de droits et protection.

La liste des reculs sociaux est très très longue et tous les salariés, retraités, chômeurs, la jeunesse seront touchés d'une manière ou d'une autre.

La CGT a de nombreuses propositions pour répondre et proposer autre chose pour le progrès social.

N'hésitez pas à interpeller les syndicats, les élu(e)s, les militant(e)s ou une Union Locale, l'Union Départementale. Nous sommes disponibles pour vous donner des explications, pour échanger, pour vous syndiquer. Venez nous voir.